

CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE: LES DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES BIOÉNERGIES

Comité plénier: Point 5.4 de l'ordre du jour

Table ronde n° 4: Bioénergies et sécurité alimentaire

Mercredi 4 juin 2008

Rapport des Coprésidents

La table ronde a été ouverte par le Président du Comité plénier, Son Excellence Monsieur Henri Djombo, Ministre de l'économie forestière, République du Congo. Les Coprésidents de la table ronde étaient Son Excellence Madame Gerda Verburg, Ministre de l'Agriculture, Pays-Bas, et Son Excellence Monsieur Guillermo Salazar Nicolau, Ministre du développement de l'élevage, Panama.

Les intervenants étaient M. Pat Mooney, Directeur exécutif du Groupe d'action ETC sur l'érosion, la technologie et la concentration, Mme Anne-Ruth Herkes, Vice-Présidente, chargée des politiques et des questions stratégiques, BP Biofuels, et M. Ibrahim Assane Mayaki, Directeur exécutif du Hub rural, Afrique de l'Ouest. M. Alexander Müller, Sous-Directeur général de la FAO et responsable du Département de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, faisait fonction de Secrétaire.

Le groupe de réflexion et les participants aux débats se sont penchés sur les questions suivantes:

1. Quelle est la relation entre les bioénergies et la sécurité alimentaire?
2. Les bioénergies devraient-elles être un élément central des stratégies nationales d'adaptation au changement climatique?
3. Quels sont les rôles et les responsabilités du secteur public, du secteur privé et de la société civile pour assurer un développement des bioénergies qui soit viable sur le plan social et respectueux de l'environnement?
4. Quels sont les défis des bioénergies à relever au niveau international?
5. La communauté internationale devrait-elle prendre des mesures concrètes?

Son Excellence Gerda Verburg a rappelé les opportunités et les risques que représente la croissance des bioénergies et demandé l'élaboration de critères de durabilité mondiaux et d'indicateurs de la production de bioénergies, en coopération avec toutes les parties prenantes intéressées. Son Excellence Guillermo Salazar Nicolau a indiqué que les bioénergies pouvaient contribuer au développement économique et rural, notamment dans les pays tropicaux, et noté qu'il était nécessaire de privilégier la production de denrées alimentaires à la production d'énergie.

Mme Anne-Ruth Herkes a expliqué qu'il fallait examiner les questions de sécurité alimentaire et de bioénergies dans le contexte du changement climatique et encouragé la communauté internationale à trouver un consensus sur les normes de durabilité en matière bioénergétique. M. Pat Mooney s'est montré réservé en ce qui concerne la promotion des bioénergies, mentionnant notamment le risque de réaffecter à la production d'énergie des ressources en terres et en eaux utilisées auparavant pour la production alimentaire. M. Ibrahim Assane Mayaki a rappelé que les bioénergies modernes pouvaient contribuer aux besoins énergétiques des pays en développement, notamment dans les zones rurales, ajoutant qu'il était nécessaire d'élaborer des politiques agricoles et énergétiques cohérentes et axées sur les besoins des petits exploitants et des communautés rurales. Il a en outre appelé de ses vœux la participation active de toutes les parties prenantes au processus de formulation.

La table ronde est convenue que les bioénergies pouvaient dans une large mesure contribuer au développement rural, notamment dans les pays en développement, en tant que source de croissance économique et fournisseur de services énergétiques. Elle a également souligné que la croissance des bioénergies devait être gérée avec précaution et que la sécurité alimentaire devait prendre le pas sur les objectifs énergétiques. Elle a enfin plaidé pour que des mesures soient prises pour éviter toute concurrence entre l'alimentation et l'énergie.

Plusieurs pays ont fait remarquer que la première génération de biocarburants posait des problèmes de durabilité et que la deuxième génération semblait prometteuse, en particulier pour réduire la compétition pour les ressources naturelles. La nécessité d'investir dans la technologie et la science, notamment dans les pays en développement, a été mentionnée. Plusieurs pays ont expliqué qu'il était important d'élaborer des cadres de politiques bien conçus et demandé l'élaboration de critères et de directives sur la durabilité au niveau international. La table ronde a salué dans ce contexte l'initiative de la FAO visant à établir un consensus international sur les biocarburants durables. Cette initiative est décrite dans le document d'information sur les bioénergies (HLC/08/INF/3).